

LES QUATRE FONDATIONS DE NOTRE HISTOIRE PHILOSOPHIQUE

Nous avons trois mères avait coutume de dire Pierre Chaunu : Athènes, Rome et ... Jérusalem. Nous sommes des héritiers, et cela nous donne aussi quelques responsabilités et un devoir de mémoire correctement entendu. Qui serions-nous sans l'héritage gréco-romain de la langue, de l'histoire, de la politique de la réflexion et qui serions nous nous sans le legs des sages, qui ont essayé ici et là dans le monde méditerranéen.

Quatre fondations, illustrées par une ensemble de personnalités philosophiques ou politiques éminentes, dans un itinéraire qui va de Socrate à Saint Paul en passant par Platon, Aristote, Cicéron et Augustin. D'abord, Athènes, la première de ces fondations, puis Rome, une Rome au double visage, celui de Cicéron et celui d'Augustin, la Rome païenne et la Rome chrétienne. C'est à Athènes en effet que naît proprement la philosophie politique, avec le Bien, le Juste, le Vrai et le Beau, ce que le Moyen Age appellera ensuite les transcendants.

Platon porte sur son époque un regard « atterré ». C'est que Platon constate que si « le salut ne peut venir que de la philosophie » aucun régime politique n'est cependant satisfaisant. C'est le principal projet de *la République*.

Car la naissance de la cité marque un changement radical. La dépossession et la métamorphose du pouvoir royal préfigurent la lente suppression de ce pouvoir qui va se et le se déclin désormais suivant la langue et la réalité du multiple et non de l'unité centralisée sur la personne royale). A un paysage économique et social nouveau s'adjoint un paysage mental tout aussi nouveau avant que l'on n'assiste à une lente dégradation que Platon ne manquera pas d'analyser, le lent déclin de la démocratie: le *démós* se mue lentement en *ochlos*, foule bigarrée aux intérêts diversifiés et contradictoires. L'apport d'Athènes, cette première fondation est décisif: l'amour des lois, la valorisation de la chose publique, de la citoyenneté partagée, l'unité indivise de la vie morale et politique constituaient à l'origine le propre de la démocratie athénienne. La surveillance mutuelle des pouvoirs, leur interaction mesurée, la rotation fréquente des charges en étaient les meilleurs garants.

Pourtant, cette Grèce à laquelle nous devons la démocratie, ne s'est pas privée d'examiner ce régime que nous considérons comme le meilleur, et de le critiquer. Le message est clair et Raymond Aron le disait en son temps: la démocratie est fragile, et si elle apparaît comme le régime le meilleur, elle n'est pas le régime idéal, et elle connaît comme les autres régimes, une corruption possible. Certes, Platon dénonce la démocratie qui se fourvoie dans l'appréciation du bien politique et moral qu'est la justice, mais il définit la fin du politique: le vivre-ensemble. Aristote qui sera le défenseur le plus acharné. Avec ces deux hommes, les bases de la réflexion politique sont désormais scellées. La Grèce lègue au monde des questions redoutables: les normes du politique sont-elles inscrites dans la nature ou redevables à l'artifice? Questions que le XVIII^e siècle reprendra avec Montesquieu, Rousseau, Hobbes, Spinoza, les théoriciens du contrat social. Mais quoi qu'il en soit, son legs est là, la politique c'est la *res publica*.

Rome n'est pas seulement l'héritière de la Grèce, pendant qu'Athènes voit naître sur son sol l'ancêtre du régime populaire, elle chasse ses rois et fonde la *res publica*. La République romaine va durer six siècles. Le grand nom en est Cicéron, fidèle disciple des ses maîtres Platon et Aristote qui dénonce lui aussi la tyrannie du peuple. Enfin, avec Auguste, l'empereur de l'unité romaine, apparaît l'autre grande personnalité de Rome: saint Augustin, le saint Augustin de *la Cité de Dieu*, au carrefour de plusieurs univers, de tensions.

C'est la troisième fondation. Avec Augustin, naît la philosophie de l'histoire. Cicéron élabore sa philosophie politique sur les débris d'un régime sont il retrace l'histoire. Augustin quant à lui réfléchit sur l'Empire, ses grandeurs, ses faiblesses. L'histoire qu'il décrit est une marche des Empires, ces géants qui écrasent les peuples. Le sens moderne que le XVIII^e siècle français et allemand confèrera au vocable de « philosophie de l'histoire » est tout entier présent dans les vingt-deux livres de la *Civita dei*. Tout y est en place pour que l'on passe du genre religieux au genre profane, de la théologie chrétienne et de l'histoire à la philosophie de l'histoire. Augustin est le créateur de cette métahistoire. Il examine les effets provoqués par le christianisme dans l'Empire de Rome et d'une manière générale ce sera l'œuvre des philosophes

chrétiens que de tenter de concilier la sagesse grecque avec le christianisme, et elle le fera en latin et en grec. La troisième bibliothèque, la syriaque va transmettre essentiellement par le biais de la traduction le savoir grec qui s'était développé en Orient avant son islamisation.

Socrate et Jésus vont ainsi devenir les deux figures exemplaires dominant le monde méditerranéen et occidental, qui animent selon l'auteur toute la longue durée de notre histoire.

Pourquoi cette religion a-t-elle marqué les esprits et les siècles, par le rejet ou l'adhésion ?

Ce passage à une ère nouvelle, c'est aussi celui d'une métamorphose qui s'opère dans l'espace de la ville – monde Rome. C'est une sagesse nouvelle qui est proposée et c'est même une compétition des sages, la sagesse gréco-romaine et la sagesse chrétienne, dont saint Augustin est le grand témoin. La sagesse chrétienne instaure un nouveau vivre-ensemble fondé sur la charité et non plus sur la culture, le savoir, la puissance, le rang social, ou la richesse. Ainsi après Cicéron qui assume l'héritage de la pensée antique de Platon et Aristote, Augustin va reprendre Cicéron et distinguer la *res publica christiana* de la *res publica pagana*.

C'est sur la figure de saint Paul qu'il faut conclure cette équipée dans les fondements de notre histoire, saint Paul comparable à Socrate dans la mesure où comme lui, il s'adresse à tous.

Ces quatre fondations dessinent les ponts de repères institutionnels, constitutionnels, juridiques, aux incidences éthiques qui jalonnent les siècles de l'invention démocratique. L'enjeu est de taille car réfléchir en philosophe politique, ce n'est pas seulement réfléchir à la question spécifique et technique des pouvoirs, des régimes, des institutions, des systèmes législatifs mais s'interroger sur ce qui a permis de constituer un vivre-ensemble et les normes qui sous-tendent et organisent ce vivre ensemble.

Le legs chrétien en fait partie, il est constitutif des droits modernes, même si la laïcisation de ces droits peut gommer la dette envers l'héritage qui leur a donné naissance et consistance.

Une modernité créatrice aurait ainsi deux options : reconnaître ce qu'elle doit aux processus de naissances, aux genèses initiales, ou les nier et les faire disparaître de son héritage, au prix d'un mensonge qui risque d'obérer l'identité même des peuples qui appartiennent à cet héritage, autant que cet héritage leur appartient.

Et ce mensonge, dans le domaine religieux porte un nom : l'apostasie.

Il convient de prendre garde à cette question de notre héritage historique. L'islam n'en fait pas partie. Et distordre l'histoire pour l'intégrer comme l'Education Nationale prétend le faire ne trompera personne : ni les enfants de l'islam qui ont droit aussi à la vérité de leur histoire, ni les enfants du christianisme qui ont droit à la leur. Ni la Mecque ni Médine ne font partie du patrimoine de l'Europe.